

Vers des RITA 3

*Renouveler les réseaux d'innovation
et de transfert agricole
dans les outre-mer*

**Rapport de la mission de préfiguration du plan d'actions de
l'animation inter Outre-mer de RITA 3**

22 décembre 2023
Version modifiée le 16 mai 2024

Nous tenons à exprimer nos sincères remerciements à toutes les personnes que nous avons rencontrées pour leur disponibilité, le temps qu'elles nous ont accordé et la richesse des échanges que nous avons eus.

Sophie Cluzeau-Moulay, Gwendoline Cocquet et Frank Enjalric

Sommaire

Résumé	3	
Guadeloupe	5	
Martinique	7	
Guyane	9	
La Réunion	11	
Mayotte	13	
Wallis et Futuna	15	
Polynésie Française	15	
Nouvelle-Calédonie	16	
Saint-Martin	16	
Perspectives	15	
Annexes	16	
<i>Annexe 1</i>	<i>Liste des personnes rencontrées</i>	<i>17</i>
<i>Annexe 2</i>	<i>Relevé synthétique des échanges et points saillants pour chaque territoire</i>	<i>22</i>
<i>Annexe 3</i>	<i>Typologie des acteurs RITA par territoire</i>	<i>35</i>
<i>Annexe 4</i>	<i>Tableau synthétique des mesures FEADER activées par territoire</i>	<i>36</i>
<i>Annexe 5</i>	<i>Liste des projets RITA 2 par territoire</i>	<i>37</i>

Résumé

Après plus de 10 ans d'existence, au cours desquels les réseaux d'innovation et de transfert agricole ont connu deux phases (RITA 1 et RITA 2), deux éléments ont incité l'animation nationale des RITA à réinterroger le dispositif et le cadre de la mission : l'arrêt, en 2022, des financements de cette animation transversale et le rapport n°21036 du CGAAER, lequel formulait 6 recommandations :

- la mobilisation de fonds permettant des avances de trésorerie aux structures (R1) ;
- l'appel à une plus grande coordination et interconnaissance entre les programmes de R&D et entre les financements publics (R2,3,4) ;
- le renforcement du transfert et de l'innovation (R5) ;
- la mise en œuvre d'indicateurs de résultat et d'impact pour l'évaluation *ex-post* des projets (R6).

Un atelier a été organisé avec des parties prenantes des RITA le vendredi 3 mars 2023, lors du SIA, dont le principal point de sortie a été la proposition de trois priorités pour l'animation nationale RITA :

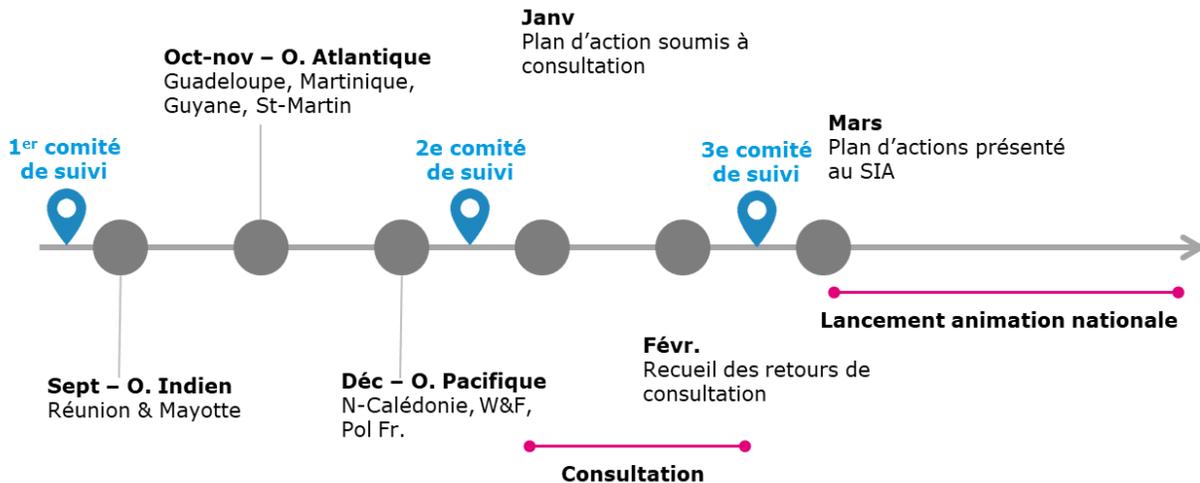
- adaptation au changement et aux aléas climatiques, accès à l'eau ;
- souveraineté alimentaire : marchés & consommateurs ;
- réduction de la dépendance aux intrants importés / économie circulaire ;

Une mission de préfiguration d'une troisième phase de l'animation nationale, dite RITA 3, répondant à ces recommandations a été décidée. Cette mission de préfiguration a été menée de septembre à décembre 2023 par l'Acta, le CIRAD et CDA France. Elle bénéficie du soutien du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer et de l'ODEADOM.

Suite à la rencontre de plus de 120 personnes (toutes les DAAF, toutes les collectivités, toutes les Chambres, tous les instituts techniques...), l'animation nationale constate une grande diversité de contextes régionaux. Alors que certains territoires sont déjà prêts pour RITA 3, d'autres nécessitent la relance de l'animation locale du dispositif. Le 3^e cycle du projet aura également à cœur de renforcer les liens avec les RITA du Pacifique, entrés plus tardivement dans le réseau, ou encore d'intégrer de nouveaux territoires, tels que Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon.

La reconduction du projet RITA fait consensus à la fois pour le niveau régional et le niveau national. Les trois thématiques proposées en atelier le 3 mars 2023 sont validées par l'ensemble des parties prenantes. De plus, le besoin de poursuivre les missions d'animation inter-OM est apparu comme un message partagé par tous les acteurs, ainsi que l'accent à mettre sur la capitalisation et le transfert.

À travers la présentation du projet d'animation inter-outre-mer, le recueil des avis et des attentes des parties prenantes et l'étude de la complémentarité des RITA avec les autres réseaux et dispositifs existants, la mission de préfiguration permettra la construction de la nouvelle feuille de route de l'animation nationale des RITA, l'objectif étant, *in fine*, la présentation de ce plan d'actions au prochain Salon international de l'agriculture en 2024.



Chronogramme de la mission de préfiguration

~~NDLR : tous les entretiens n'ont pas encore été réalisés avec Saint Martin, les RITA du Pacifique et Saint Pierre et Miquelon, le rapport sera complété en janvier 2024.~~





Les entretiens se sont déroulés dans un contexte où il n'y a plus d'animation locale du RITA Guadeloupe depuis fin mars 2023 et plus aucune comitologie relative au réseau. La mission a pu néanmoins rencontrer les principaux acteurs des RITA.

La transition entre RITA 1 et RITA 2 n'a pas été simple à opérer. Sur ces deux précédentes phases, l'animation territoriale était portée par un bureau d'étude, en réponse à un appel d'offres.

Le dispositif RITA fait toujours consensus et est envisagé dans une approche multi-filières. L'ensemble des partenaires s'accorde pour considérer qu'il faut refaire un inventaire partagé des besoins des agriculteurs et des éleveurs. Pour cela, tous s'accordent à dire qu'il est nécessaire de réinstaurer un espace de concertation permettant de renouer le dialogue entre les secteurs de la recherche, du développement et du transfert et de prioriser les projets selon la stratégie validée par tous.

La relance d'une animation territoriale du RITA est souhaitée et certains acteurs proches des producteurs envisagent de s'y positionner avec l'appui de l'animation nationale RITA. Celle-ci permettrait de renouer les liens avec les autres réseaux locaux, tels que Écophyto et le Réseau Rural.

Ces structures regardent avec prudence la mise en œuvre des appels à projets qui seront proposés par la collectivité pour les mesures FEADER activées susceptibles de financer des actions RITA. En effet, nombreux sont ceux qui sont encore aujourd'hui en attente du versement du solde d'opérations menées dans le cadre de RITA 2 sur la précédente programmation FEADER, qui s'est terminée en mars 2023. Les litiges portent sur des sommes importantes et impactent la trésorerie de structures par ailleurs déjà fragiles. D'autres déplorent la latence importante pour l'obtention des conventions de financement, laquelle entamerait le dynamisme des projets.

Du côté de l'autorité de gestion, pour la période 2014-2022, le constat est fait d'une fragmentation des opérations financées qui traduit un manque de stratégie globale. Pour la prochaine programmation, plusieurs points d'attention ont été dégagés : la nécessité de faire un bilan des actions menées lors de la précédente programmation et, de manière générale, le besoin de prodiguer un accompagnement administratif et d'impulser une montée en compétence des chefs de file des projets européens.

Les mesures FEADER activées sont la 77.07 (soutien aux projets pilotes, développement de nouveaux produits, pratiques, procédés et techniques) et la 78.012 (accès au conseil). Elles permettront d'accompagner la conduite de projets multi-partenariaux de recherche-développement-transfert. Le calendrier annoncé prévoit le lancement des premiers appels à projets à la fin du premier semestre 2024. La rupture dans les financements FEADER entre les deux programmations risque de fragiliser encore un peu plus la dynamique des acteurs du RITA.

La question du financement d'une animation RITA sur le territoire reste cependant à travailler avec les services de la Région. Ces derniers sont à l'écoute et désireux de collaborer avec l'animation nationale des RITA afin de déployer le dispositif dans des conditions optimales.

La Région Guadeloupe a récemment installé une technopole de services qui gère l'animation R&D au niveau du territoire, mais sans avoir de compétence agricole. Cette initiative représente une opportunité de mutualisation des démarches et projets portant sur les typologies de l'innovation.

Une dynamique similaire aux RITA est en cours dans la zone Caraïbes. Il s'agit du projet CambioNet, projet pour la transition agroécologique et bioéconomique et la performance agro-alimentaire et économique, mobilisant des partenaires des Antilles et de Guyane. Des synergies pourront être recherchées entre les deux réseaux.

Les principales attentes vis-à-vis de l'animation inter-OM portent sur l'accompagnement des porteurs de projet pour une meilleure appropriation des dispositifs financiers. Les aspects valorisation, partage d'expériences et de pratiques, formation ont également été mentionnés, notamment concernant les moyens de mobilisation des agriculteurs lors des actions de massification (manque de parcelles de démonstration, participation au Bik'Agri'Innov, journées de transfert). Les rencontres inter-OM restent, pour tous, des moments privilégiés pour faire vivre les réseaux et sont plébiscités, sous une forme qui reste à définir.





En Martinique, l'animation locale est portée par la Chambre d'agriculture depuis le début des RITA, mais sans moyens financiers dédiés depuis la précédente programmation FEADER. La comitologie territoriale du RITA s'est arrêtée à l'échéance de l'instruction technique ministérielle qui fixait le cadre des RITA¹.

Néanmoins, le contexte en matière de projets de recherche et développement est favorable : avec la Chambre d'agriculture, l'IT2, le CIRAD, la station d'expérimentation de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) et le PARM, la Martinique est bien dotée en structures et espaces dédiés à la RFID².

La mission de préfiguration a permis d'informer l'interprofession animale de la démarche et offre une perspective quant à leur engagement dans le prochain cycle RITA.

Cependant, la dynamique du RITA ne pourra s'épanouir qu'à la condition que les projets de ces structures bénéficient d'une animation transversale et territoriale permettant de les interconnecter.

La CTM annonce un calendrier décalé en matière de mise en œuvre de la nouvelle programmation FEADER. Ainsi, les premiers appels à projets ne seraient pas lancés avant mi-2024. Les mesures activées permettraient de financer les projets RITA et l'animation, sous réserve de clarification des actions éligibles sur la mesure 78.01.

Les projets du cycle RITA 2 s'achèvent en 2023. La Chambre d'agriculture souhaite être en capacité de procéder au transfert des résultats de RITA 2. Elle souligne notamment le travail à faire pour repenser l'écosystème des outils du transfert afin de communiquer mieux et plus envers le public-cible d'agriculteurs. Les séquences sur le terrain et les applications mobiles sont plébiscitées pour ce faire. L'accompagnement de la prise de risque par les agriculteurs lors des expérimentations est également un levier identifié pour mieux déployer le transfert. La production de références techniques et économiques dans le cadre des projets RITA est aussi souhaitée.

¹ Instruction technique DGPAAT/DMOM/2015-323 du 25 mars 2015 relative à la mise en œuvre des Réseaux d'Innovation et de Transfert Agricoles dans les Départements d'Outre-Mer pour la période 2014-2020 (RITA 2).

² Recherche-Formation-Innovation-Développement

Concernant les dossiers FEADER, les porteurs de projets déplorent un circuit administratif long et peu fluide, tandis que les autorités de gestion appellent à une montée en compétence des chefs de file de projets sur la gestion proprement dite des dossiers de fonds européens.

À l'instar de la Guadeloupe, les acteurs rencontrés plébiscitent également les échanges à l'échelle régionale, à l'image du projet CambioNet. On peut signaler également le projet BIO-R piloté par le PARM (financement PIOM³ avec 12 partenaires, dont Cirad, université, PARM, IT2, Chambre d'agriculture, producteurs, entreprises de transformation et le pôle de compétitivité Qualitropic). Les thématiques travaillées dans ce projet sont des sujets d'intérêt dans les autres territoires ultramarins, notamment le fruit à pain.

Les attentes vis-à-vis de l'animation nationale inter-OM portent principalement la mise en réseau avec les autres territoires, ainsi que l'exploration de modalités alternatives de financement des projets de recherche-développement.

On peut signaler des initiatives inspirantes telles que la volonté d'IT2 d'impliquer les agriculteurs tout au long de la vie des projets de recherche, *ex-ante* et *in itinere* pour plus d'agilité et un réajustement éventuel du protocole de recherche, pour, *in fine*, obtenir une meilleure appropriation des résultats par les agriculteurs. L'institut mène actuellement une réflexion pour mesurer le taux d'adoption des innovations produites.



³ Plan Innovation Outre-mer de France 2030



L'animation régionale du RITA est portée par la Collectivité Territoriale de Guyane (CTG) depuis 2018. Le poste est actuellement partagé à mi-temps avec l'animation du Réseau Rural. Le positionnement du poste à la CTG pourrait être remis en perspective à la faveur du remaniement de l'organigramme de la collectivité, et en considérant le départ imminent de l'actuelle animatrice. La Chambre d'agriculture souhaite retrouver une part active dans l'animation du RITA Guyane.

D'une manière générale, l'écosystème RITA pâtit d'un fort turn-over, lequel touche toutes les structures guyanaises (administration, chambre, structures techniques et interprofessions) et constitue un frein au développement des innovations.

La dynamique RITA a été mise en sommeil entre les deux programmations FEADER. Les projets menés dans le cadre de RITA 2 sont tous clôturés. Certains chefs de file souhaitent les reconduire pour approfondir les résultats ou pour passer à la phase de transfert des innovations retenues (ex : Guyapatur / projet sur le cacao).

Concernant le transfert, un point de vigilance a été soulevé sur le champ de compétence des structures réalisant le transfert dans les projets alors que ce n'était pas dans leur périmètre. Deux structures sont pressenties sur le territoire pour ce type d'actions : la Chambre d'agriculture et le GERHOPA⁴.

Tous les partenaires locaux rencontrés sont attentifs à la suite du dispositif, à l'image des interprofessions. Elles sont prêtes à s'impliquer dans la dynamique, quand bien même, sur l'élevage, le principal besoin évoqué porte sur la nécessaire évolution des pratiques locales d'élevage plus que sur des innovations techniques.

L'installation prévue d'un ingénieur du CTIFL sur le territoire, au sein de l'exploitation du lycée agricole et en partenariat avec l'IFIVEG, est une opportunité supplémentaire pour la recherche appliquée sur le végétal. L'écosystème guyanais de l'innovation compte également sur l'incubateur de projets *Guyane Développement Innovation*, structure dont le périmètre d'intervention couvre les questions liées à l'accompagnement au changement, la cosmétopée et l'agrotransformation.

⁴ Groupement d'Employeurs pour le Renforcement Humain des Organisations Professionnelles Agricoles de Guyane

Sur ce territoire, le souhait d'échanges régionalisés avec le Brésil est également exprimé. Les partenaires sont aussi demandeurs d'un partage d'expériences avec les autres territoires, notamment sur la mise en œuvre des mesures FEADER.

Relancer la concertation des acteurs pour actualiser, voire recenser dans certaines filières, les besoins en recherche-innovation- transfert est nécessaire. En effet, les derniers recensements datent de 2 ans ou plus selon les filières.

Les attentes vis-à-vis de l'animation nationale inter-OM sont la mise en réseau avec les autres territoires ainsi que le porter à connaissance des résultats des actions des précédents cycles RITA. D'autres acteurs ont fait part de leur besoin de disposer d'une veille ainsi qu'une « boîte à outils » pour mieux connaître les financements mobilisables sur les territoires et en national, pour les projets RITA. Le sujet du transfert et de la diffusion des résultats d'expérimentation est également affiché comme un enjeu fort du prochain cycle RITA.





La Réunion est organisée avec trois RITA “filiale” : RITA Canne, RITA Animal et RITA Végétal. Le Département a déjà clôturé la phase 2 du dispositif (cf. liste des projets en Annexe 5) et est en pleine phase de déploiement de la 3^e phase.

La nouvelle programmation FEADER (23/27) est bien engagée : la gestion et l’instruction de la programmation régionale sont maintenant entièrement réalisées par le Département. Lors de la précédente programmation, l’instruction des dossiers était déléguée à la DAAF. Ce transfert de compétences s’est traduit par le transfert de personnels de la DAAF vers le Département. Il est prévu que cette compétence revienne à la Région à partir du 1^{er} janvier 2028.

Des mesures de la nouvelle programmation FEADER ont été actionnées à la mi-2023, dans un cadre pensé pour que les projets RITA puissent y émerger. Ainsi, les mesures 77.07 (soutien aux projets pilotes et de développement de nouveaux produits, pratiques et procédés techniques) et 78.01 (formation, conseil, diffusion et échanges de connaissances et d’informations) recouvrent à la fois les projets multipartenariaux mais aussi leur animation au travers d’actions de conseil. Les appels à projet sur les mesures du FEADER sur lesquelles peuvent émerger les projets RITA ont été lancés et sont clôturés à la fin 2023.

À La Réunion, il y a une volonté de s’appuyer sur les réseaux RITA pour structurer l’expérimentation en renforçant la coopération entre acteurs. Cela se traduit par un soutien affirmé de la DAAF et des deux collectivités (Département et Région) à la démarche et par un dialogue soutenu entre les administrations, les instituts techniques, la Chambre d’agriculture et la recherche.

Le recensement des besoins en matières de recherche et d’expérimentation a été réalisé au cours du premier semestre 2023, à l’aide de méthodes participatives collectives et distinctes selon les filières. Ces besoins ont été déclinés en actions, lesquelles ont été discutées en Comité de pilotage régional (CPR) en tenant compte du cadre stratégique agricole local. Sur le volet “coopération” de la nouvelle programmation, seules les actions présentées en CPR peuvent candidater à l’appel d’offres.

Par ailleurs, de nouvelles règles administratives ont été mises en place pour simplifier le traitement des dossiers, notamment le financement forfaitaire par ETP. Cette modalité doit permettre de mieux financer les actions tout en diminuant les coûts d’instruction des dossiers. Cependant, les porteurs de projets craignent l’effet mécanique induit, à savoir une plus faible quantité d’actions financées.

Le dispositif RITA est pleinement actif, avec une animation et une comitologie locales dynamiques et structurées. C'est la DAAF qui coordonne les CPR, en lien avec les animateurs des 3 RITA. Ce fonctionnement n'est pas remis en cause à ce jour. Les sujets traités dans les réunions des CPR permettent de faire le lien avec les dispositifs tels qu'Écophyto, les Réseaux de référence, les projets Casdar, les actions menées dans le cadre de l'UMT BAT⁵...

Le financement des projets RITA, y compris l'animation, mobilise principalement des fonds FEADER. Cette quasi exclusivité des financements est un point d'attention qui a été soulevé lors des entretiens. Une diversification des sources de financement a été suggérée.

Des initiatives intéressantes sont à souligner, à l'image de la mise en place d'une charte d'engagement "RITA" pour les structures, laquelle permet de formaliser leur adhésion à une des actions collectives du dispositif. Des conventions de partenariats sont également mises en place pour expliciter l'implication de chaque partenaire. Cette démarche a permis de mieux cadrer les dépôts de projets.

Chacun des RITA réunionnais dispose d'un animateur en propre, salarié de l'institut technique pour le RITA Végétal, du centre technique pour le RITA Canne et de la Fédération réunionnaise des coopératives agricoles pour le RITA Animal. Cette configuration et les relations entretenues avec l'ensemble de la sphère du développement agricole, et notamment du transfert (Chambre d'agriculture et établissements d'enseignement agricole) offrent un terrain favorable à la mise en application sur le terrain et à la diffusion des résultats de la recherche.

Sur l'aspect "transfert des innovations", tous les acteurs partagent le même constat : il y a une réelle difficulté, d'une part, à mobiliser les agriculteurs et d'autre part, à mesurer l'adoption de changement de pratiques sur le territoire. Sur le précédent cycle, à l'initiative de la DAAF, chaque RITA a constitué un groupe "transfert" chargé plus spécifiquement de réfléchir de manière concertée aux actions de transfert à mettre en œuvre collectivement. Ainsi, certaines démarches semblent porteuses, à l'image des Agrofert'îles, salons de l'innovation à destination tantôt des professionnels, tantôt des apprenants, qui fédèrent et réunissent un large public à chacune de leurs éditions.

Les principales attentes vis-à-vis de l'animation nationale des RITA portent sur un appui méthodologique sur les aspects valorisation, recueil des besoins, suivi du chemin des innovations et de leurs impacts. Un appui au transfert a également été demandé, tant au niveau de la définition des modalités selon les cibles, que sur les aspects technico-économiques. Enfin, les rencontres inter-OM à l'occasion du SIA annuel sont plébiscitées, sous une forme qui reste à définir. Il y a une attente partagée de tous pour maintenir et entretenir des échanges sur le développement agricole.

⁵ Unité mixte technologique ArmeFlhor-Cirad sur le Biocontrôle en agronomie tropicale





Mayotte

L'unique RITA mahorais recouvre une grande diversité de filières et coordonne sept projets de recherche, innovation et de développement agricole. Ces sept projets, initiés en phase 2 des RITA, ne seront pas achevés fin 2023 et se poursuivront pour la plupart en 2024 et au-delà. Ces projets sont portés par le CIRAD (5 projets), la Chambre d'agriculture et le Lycée agricole, sur les thématiques suivantes : agroforesterie, maraîchage, apiculture, conservation des races locales, fruits (bananes et agrumes) et santé animale.

À Mayotte, l'ensemble des projets RITA, y compris leur animation, sont financés sur fonds FEADER. À la différence des autres départements d'outre-mer, l'État reste autorité de gestion sur les fonds européens pour la période 2023/2027.

Les mesures FEADER activées à Mayotte pour la programmation 2023/2027 sont la 77.07 (soutien aux projets pilotes et de développement de nouveaux produits, pratiques et procédés techniques), la 77.06 (projets de coopération) et la 78.01 (formation, conseil, diffusion et échanges de connaissances et d'informations). Ces mesures donnent la possibilité de faire appel à des experts extérieurs et permettent également aux porteurs de projets de mobiliser des actions de formation, de conseil ou toute autre action de diffusion de connaissances. Pour la nouvelle programmation, la signature d'un accord de partenariat entre les membres d'un consortium sera nécessaire pour mobiliser certaines des mesures.

Toutefois, une rupture dans les financements FEADER au premier semestre 2024 interroge localement sur la capacité des acteurs à mettre en place des projets pendant une période où ils n'auront pas d'avance de financement ni de conventionnement.

Le RITA mahorais bénéficie de nombreuses possibilités en matière de terrains d'expérimentation. Le Conseil départemental apporte son soutien au RITA à travers la mise à disposition de parcelles de la station expérimentale de Dembéni ou encore l'accueil, dans ses locaux de Coconi, des serres de multiplication des plants d'agrumes greffés. À souligner également le projet de Centre d'application agroécologique de Miréréni, sur lequel la Direction des Ressources Terrestres et Maritimes du Conseil départemental se positionne sur le transfert des bonnes pratiques agricoles auprès des agriculteurs et la collecte de références pour les systèmes agricoles mahorais les plus répandus. Les expérimentations RITA prennent également place au sein de l'exploitation du lycée agricole ou encore sur des parcelles-test mises en place par la Chambre d'agriculture.

Du point de vue de la gouvernance locale, les projets RITA connaissent plusieurs phases d'étude et de sélection. Un premier comité (composition : DAAF, ASP, Conseil départemental,

DEAL) rend un avis technique, atteste de la complétude du dossier et de l'éligibilité des dépenses. Les dossiers retenus passent ensuite en CPR⁶ (présidé par le Préfet ou le SGAR et composé de la DAAF, du Conseil départemental, de la DRFIP et de l'ASP). Pour le cycle RITA 2, la DAAF a organisé mi-novembre 2023 un comité de pilotage de fin de projets afin de faire le bilan des 7 projets RITA en cours. La comitologie établie a vocation à perdurer.

Actuellement, l'animation locale des RITA est assurée par 2 animatrices, l'une assurant l'animation transversale et la veille, l'autre assurant les missions de transfert. Celles-ci sont salariées par le Lycée agricole de Coconi. À noter que le lycée accueille également en son sein les chargés de mission de nombreux dispositifs en lien avec le développement et la formation continue agricole tels que Écophyto, le Réseau Rural, le Point Accueil Installation. Cette proximité géographique optimise la communication et le partage d'informations entre les différents réseaux.

Deux actions fortes sont portées en local pour améliorer le transfert : le financement d'un poste spécifique pour le transfert et l'exigence d'un ratio minimal de 30 % des montants des projets qui doivent être dédiés aux actions de ce type.

Mais, en matière de transfert et de massification, l'adéquation entre le public-cible et la manière dont le message est porté pose encore question, notamment pour les agriculteurs. Le format des supports (exemple : les mahorais lisent mieux l'arabe que le shimaoré) et celui des actions de transfert (privilégier le terrain à la salle) sont questionnés. De plus, on constate un décalage entre les besoins exprimés par le noyau d'agriculteurs qui se rendent disponibles lors des consultations et les priorités du plus grand nombre (accès à l'eau, problème des vols, foncier).

Et, malgré ces incitations et moyens, Mayotte connaît deux difficultés majeures qui entraînent des ruptures dans la continuité de l'action des RITA. D'une part, le turn-over rapide des animateurs (tous les ans depuis 2018) empêche de capitaliser correctement et est générateur d'une certaine lassitude chez les agriculteurs, sans cesse ré-interrogés sur les mêmes points. D'autre part, le déficit de certaines structures en moyens humains pour le pilotage et le co-pilotage des projets les empêche de s'investir pleinement dans les RITA.

Les attentes par rapport à l'animation inter-OM portent sur la mise en lien et le partage d'expériences, la capitalisation, la formation des techniciens et l'appui méthodologique, l'identification et la mise en lien avec des experts susceptibles d'apporter un appui scientifique et technique. Sur ce dernier point, a été exprimé le souhait d'une présence plus pérenne du CIRAD et de collaborations plus formalisées et inscrites dans la durée avec les instituts techniques.

⁶ CPR : comité de pilotage régional





Wallis et Futuna

La DSA (Direction des services de l'agriculture) de Wallis et Futuna est chargée de l'animation du RITA depuis son extension aux territoires du Pacifique en 2018. Les projets avaient alors bénéficié de fonds du CIOM pour leur mise en œuvre.

La CCIMA (Chambre de commerce, d'industrie, des métiers et de l'agriculture) souhaite s'impliquer plus et mieux dans l'essor du RITA sur le territoire, en étant davantage associée à l'animation du dispositif. La question du transfert auprès des agriculteurs est pointée comme élément central de réussite. Parmi les 3 thématiques sélectionnées pour RITA 3, seule celle sur la souveraineté alimentaire ferait sens à Wallis. Les filières où le besoin de partage est le plus fort sont celles des PAPAM, la cosmétopée et l'apiculture.



Polynésie Française

L'animateur des RITA sur la précédente programmation, basé à la DAG (direction de l'agriculture de Polynésie Française) n'a pas pu être interviewé. C'est la DAG qui a porté et piloté l'ensemble des actions RITA 2.

La Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire (CAPL) n'a pas été associée aux précédents projets RITA. Aujourd'hui, elle accompagne les agriculteurs sur le plan technique. Elle participe également à deux projets d'envergure pour le territoire, au carrefour des 3 thématiques abordées dans RITA 3 : le projet TAVIVAT (projet lauréat 2^e relève de l'AMI France 2030) pour le développement de la consommation de produits vivriers en restauration scolaire et le projet de développement de l'agriculture sur atoll. En outre, la CAPL prévoit à la mi-année 2024, de mettre en place des parcelles d'expérimentation chez les agriculteurs, à base de vitro-plants.

Des actions inter outre-mer sont déjà engagées entre Chambres d'agriculture, à l'image de la convention de partenariat avec la CA de La Réunion sur le fruit à pain et l'ananas (culture, valorisation) ou des échanges menés avec la CCIMA (Wallis et Futuna) sur la valorisation des produits locaux.

Côté CAPL, des attentes fortes ont été exprimées concernant les moyens d'assurer le transfert : disposer d'une newsletter sur les travaux RITA directement transférable aux agriculteurs ou encore la mise des agriculteurs au centre des rencontres techniques inter-OM, en privilégiant les rencontres par filières, techniques et opérationnelles.

Les sujets d'intérêt évoqués sont la reconnaissance et la gestion des ravageurs et maladies, en l'absence de GDS-V, l'agro transformation (connaissance des process et développement

d'équipements adaptés peu onéreux et simples d'entretien) ou encore le déploiement d'itinéraires techniques adaptés.

Autre acteur du conseil : le GDS-A (groupement de défense sanitaire animal). Ses missions sont centrées sur le suivi épidémiologique des porcs, volailles et ruchers ainsi que sur l'accompagnement technique et la structuration de filières. Il y a un réel intérêt à échanger avec les autres territoires sur l'ensemble des sujets en lien avec les productions animales.

Nouvelle-Calédonie

La Nouvelle-Calédonie dispose d'un large panorama d'acteurs du développement agricole, avec une répartition complexe des missions liées à l'agriculture. L'animation nationale RITA a pu uniquement s'entretenir avec la CAP-NC, la Chambre de l'agriculture et de la pêche de Nouvelle-Calédonie.

La stratégie de la CAP-NC porte sur +25% de produits locaux dans les assiettes. Un autre enjeu est également de capitaliser les résultats du programme PROTEGE afin d'assurer le continuum expérimentation et transfert des résultats. La Chambre d'agriculture locale envisage d'accompagner de manière approfondie les démarches d'innovation portées par les agriculteurs avec le recrutement d'un poste spécifique.

Les sujets d'intérêt sont la pérennisation de la culture du transfert initiée dans le cadre de PROTEGE, le développement d'innovations organisationnelles sur la transformation, la production de semences biologiques locales et l'essor de l'agroforesterie sur le territoire.

Remarques communes aux 3 territoires français du Pacifique :

- Ils ont bénéficié de leur propre programme d'innovation et de transfert autour de l'agroécologie (PROTEGE, 2018-2023) dont les résultats et livrables pourront être valorisés au sein des RITA.
- Les 3 territoires du Pacifique ne disposent pas de FEADER et n'ont pour l'instant pas identifié les ressources qui permettraient de financer une animation territoriale RITA.
- Il existe une convention tripartite entre Chambres d'agriculture du Pacifique.

Saint-Martin

Saint-Martin n'a encore jamais participé aux travaux des RITA. Il y a néanmoins un réel intérêt à intégrer la démarche dans la mesure où l'agriculture Saint-Martinoise prend un nouvel essor, accompagnée par la CCISM, l'UT-DAAF et la collectivité.

À Saint-Martin, la CCISM, Chambre consulaire interprofessionnelle de Saint-Martin, mène des actions de développement sur les questions agricoles (forum agricole d'échange, mise à disposition de locaux pour les associations agricoles, création de marque collective...).

La collectivité a compétence en agriculture et des financements à proposer. Elle soutient notamment la mise en place d'un Pôle territorial de coopération économique (PTCE). Ce dernier sera doté d'une zone d'agro transformation dédiée aux produits agricoles et aux produits de la mer. Des besoins de partage de connaissances sont évoqués pour le choix des machines et la mise en place des process.

Enfin, le territoire peut aussi compter sur une enveloppe FEADER, dont la programmation est indépendante de la Guadeloupe et qui est gérée par l'Etat. Les mesures du FEADER prévues dans la nouvelle programmation ne permettent pas d'accompagner directement les actions des RITA. Cependant, il est envisageable selon l'UT-DAAF d'actionner la mesure « formation » au bénéfice du retransfert et de la vulgarisation des contenus appréhendés dans le cadre des RITA

La recherche est encore peu présente à Saint-Martin pour accompagner les projets d'expérimentation agroécologiques. Toutefois, un partenariat entre la CCISM et l'INRAE Guadeloupe a été initié en 2023, sur les thématiques "santé des sols", "fourrages" et "maladies et ravageurs". Il y a une volonté affichée de travailler en collaboration avec le réseau d'innovation et de transfert agricole (RITA) de Guadeloupe.

Perspectives

L'intérêt de la poursuite de dispositif tant au niveau régional que national, l'évolution de la composition de l'animation nationale avec l'arrivée de Chambres d'agriculture France et le cadrage thématique proposé font l'unanimité.

Pour l'élaboration du plan d'actions de l'animation inter-outre-mer, la mission propose d'organiser le RITA 3 en mode "projet" autour de 6 chantiers ou "work packages" (WP) pour déployer les 3 priorités thématiques retenues :

- WP1 - Animation générale et gouvernance
- WP2 - Capitalisation : Communication et valorisation
- WP3 - Formation
- WP4 - Sensibilisation aux outils de suivi d'impacts
- WP5 - Appui au transfert et évaluation des actions
- WP6 - Outils numériques et Coatis

Chaque WP est construit comme un projet et pourra, par exemple, faire l'objet d'un financement propre. Chacun des WP, une fiche-action sera proposée par la mission. Ces fiches-actions constitueront la structure du plan d'actions proposé pour l'animation nationale des RITA.

Enfin, le calendrier suivant est proposé :

- **22.12.23** : Envoi du rapport de mission aux personnes rencontrées.
- **17.01.24** : Envoi du plan d'actions soumis à consultation auprès des membres du Comité de suivi⁷ et des personnes rencontrées.
- **01.02.24** : Date limite des contributions des différentes parties prenantes.
- **Semaine du 05 au 09 février 24** : Présentation de la synthèse des retours au Comité de suivi et d'un pré-plan d'actions définitif.
- **01.03.24** : Journée RITA au SIA - présentation du plan d'actions aux parties prenantes. Lancement de l'animation nationale RITA 3. Séminaire de travail thématique.

⁷ Composition du Comité de suivi : DGOM, ODEADOM, DGER, DGPE, DITAOM, Acta, CDAF, Cirad.

ANNEXES

1. Liste des personnes rencontrées	19
2. Relevé synthétique des échanges et points saillants pour chaque territoire	24
3. Typologie des acteurs RITA par territoire	40
4. Tableau synthétique des mesures FEADER activées par territoire	42
5. Liste des projets RITA 2 par territoire	43



ANNEXE 1

Liste des personnes rencontrées

Territoire	Structure	Nom	Fonction	Date rencontre
Réunion	DAAF	Boris Calland	DAAF adjoint	11/09/23
Réunion	DAAF	Richard Feuillade	Chef du service Économie Agricole et Filières (SEAF)	11/09/23
Réunion	DAAF	Nathalie Guerrero	Référente RITA - Pôle Marchés et Filières au SEAF	11/09/23
Réunion	DAAF	Ludovic Maillary	Référent Écophyto - Unité Santé des Végétaux et Ecophyto (USVE) - PIFSV/SALIM	12/09/23
Réunion	Département	Guillaume Charlat	Directeur de l'Agriculture et de l'Eau (DAE)	11/09/23
Réunion	Département	Cécile Piolin	Responsable du service instructeur du FEADER	27/09/23
Réunion	Région	Hanifah Locate	Directrice de la Recherche et de l'Innovation	13/09/23
Réunion	Région	Josiane Irrisin-Mangata	Chargée de mission	13/09/23
Réunion	Région	Valérie Picard	Chargée de mission à la direction économique sur l'autonomie alimentaire	17/10/23
Réunion	Chambre	Olivier Fontaine	Élu - Secrétaire	11/09/23
Réunion	Chambre	Johny Apaya	Directeur	11/09/23
Réunion	Chambre	Gilbert Rossolin	Responsable du Département Productions végétales	11/09/23 12/09/23 13/09/23
Réunion	Chambre	Ismaël Selin	Responsable de la Diversification animale Co-animateur du Groupe Transfert du RITA animal	11/09/23 12/09/23
Réunion	RITA végétal	Guillaume Insa	Animateur du RITA Directeur technique à l'Armefflor Délégué Régional Acta pour l'Océan Indien	12/09/23
Réunion	RITA animal	Agathe Deulvot	Animatrice employée par la FRCA	12/09/23
Réunion	RITA animal	Alain Dambreville	Président de la FRCA et de l'Armefflor	12/09/23
Réunion	RITA animal	Emmanuel Legendre	Association Réunionnaise de Pastoralisme (ARP)	12/09/23
Réunion	RITA animal	Stéphane Lacroix	Directeur du Groupement de Défense Sanitaire Réunion (GDS 974)	12/09/23
Réunion	RITA canne	Alizé Mansuy	Animatrice du RITA et des projets Écophyto Responsable du Service Techniques Culturelles	13/09/23
Réunion	RITA canne	Bernard Siegmund	Directeur eRcane	13/09/23
Réunion	RITA canne	Laurent Barau	Directeur adjoint eRcane	13/09/23
Réunion	RITA canne	Olivier Payet	Coordinateur du service expérimentation du Centre technique interprofessionnel de la Canne à sucre (CTICS)	13/09/23
Réunion	RITA canne	Patrick Thomas	Responsable du Service agronomique de Tereos	13/09/23
Réunion	EPLEFPA Saint-Joseph	Vincent Bennet	Chef d'établissement	11/10/23
Réunion	Cirad	Éric Jeuffrault	Directeur Régional	11/09/23
Réunion	Cirad	Jean-Cyril Dagallier	Adjoint au Directeur régional	12/09/23

Réunion	Qualitropic	Jérôme Vuillemin	Directeur du Pôle	11/09/23
Réunion	Qualitropic	Graziella Tostain	Chargée de mission	11/09/23
Mayotte	DAAF	Bastien Chalagiraud	DAAF	14/09/23
Mayotte	DAAF	Philippe Émery	Chef du Service (SEA)	14/09/23
Mayotte	DAAF	Marine Garcia-Jaspers	Adjointe au chef du SEA, chargée de la mise en oeuvre du PDAR et du PSN	14/09/23
Mayotte	DAAF	Émilie Bourgeois	Cheffe du Service Formation et Développement (SFD)	15/09/23
Mayotte	DAAF	Nahi Issimaeinla	Coordinateur du pôle développement	15/09/23
Mayotte	DAAF	Patrick Garcia	Chef du SALIM	04/12/23
Mayotte	Conseil départemental	Moustoifa Abdou	Adjoint au Directeur de l'Agriculture, Pêche et Forêts (DAFP)	14/09/23
Mayotte	Conseil départemental	Siti Frahati Said-Hachim	Cheffe de service Agriculture, Pêche et programmation	14/09/23
Mayotte	EPN Coconi	Christophe Bretagne	Directeur du Lycée	15/09/23
Mayotte	EPN Coconi	Maimouna Koanda	Animatrice RITA transfert	15/09/23 03/10/23
Mayotte	EPN Coconi	Lucille Gaillard	Animatrice RITA	03/10/23
Mayotte	EPN Coconi	Juliette Paineau	Animation Écophyto	15/09/23
Mayotte	EPN Coconi	Cécile Morelli	Animatrice Réseau Rural	15/09/23
Mayotte	EPN Coconi	Klelia Berger-Cluzel	Directrice du CFA-CFPPA	15/09/23
Mayotte	CAPAM	Mouhamadi Abdou Chebani	Vice-président	15/09/23
Mayotte	CAPAM	Kadafi Said	Responsable du Service Développement	15/09/23
Mayotte	CAPAM	Grimaldine Adjibou	Responsable du Service Élevage	15/09/23
Mayotte	CAPAM	Ibrahim Fonte	Responsable du Service Végétal	11/10/23
Mayotte	CAPAM	Naoilou Yahaya	Technicienne agronome	11/10/23
Mayotte	CIRAD	Philippe Ryckewaert	Représentant - Antenne de Mayotte	14-15/09/23
Mayotte	UCOOPAM	Bryce Bouvard	Directeur	15/09/23
Guadeloupe	Région	Benjamin Moustache	Directeur de la croissance verte	26/10/23
Guadeloupe	Région	Myriam Saint-Cyrel	Cheffe du service Agriculture et agro-alimentaire	26/10/23
Guadeloupe	Région	Axelle Daijardin	Cheffe du service Recherche et innovation	26/10/23
Guadeloupe	Région	Patrick Dollin	Président de la Commission Économie verte	27/10/23
Guadeloupe	Région	Roselyne Vinglassalon	Cheffe du service Gestion des programmes - Direction déléguée Europe	24/11/23
Guadeloupe	Région	Prescilla Belenus	Chargée de mission FEADER-FEAMP	24/11/23
Guadeloupe	DAAF	François Letoublon	Directeur adjoint	26/10/23
Guadeloupe	DAAF	Alexandre Ducrot	Chef du service de l'économie agricole (SEA)	26/10/23
Guadeloupe	DAAF	Marie-Christine Manne	SEA/Responsable Filières F&L	26/10/23
Guadeloupe	DAAF	Alexandre Ducrot	Chef du SEA	26/10/23
Guadeloupe	CTCS	Jean-Pierre Mauranyapin	Directeur	26/10/23

Guadeloupe	CTCS	Frédy Grossard	Responsable du service Protection des cultures	26/10/23
Guadeloupe	CTCS	Gilbert Piral	Responsable du service Agronomie	26/10/23
Guadeloupe	Assofwi	Frédéric Bourseau	Président	23/11/23
Guadeloupe	Assofwi	Maeva Marcin	Conseillère agronome	29/11/23
Guadeloupe	IT2	Tino Dambas	Administrateur, Producteur LPG	27/10/23
Guadeloupe	IT2	Marcus Hery	Directeur	27/10/23
Guadeloupe	IT2	Marie-Laure Lastel	Coordinatrice de projets	30/11/23
Guadeloupe	INRAE	Harry Archimède	Président du centre	23/11/23
Guadeloupe	Chambre	Francis Toumson	Directeur	27/10/23
Guadeloupe	Chambre	Pascal Jean-Charles	Chef du service Environnement et développement	27/10/23
Guadeloupe	Iguafthor	Victor Nannette	Président, Président de Caraïbes Melonniers	27/10/23
Guadeloupe	Iguafthor	Manuel Gérard	Animateur (ancien animateur du RITA)	27/10/23
Guadeloupe	Iguavie	Alain Bazir	Secrétaire général	27/10/23
Guadeloupe	Iguavie	Doreen Capraja	Directrice de SICA Cap'Viande	27/10/23
Saint-Martin	CCISM	Julien Bataille	Directeur général	30/11/23
Saint-Martin	CCISM	Lil Degrendel	Chargée de projets Agriculture & Pêche	30/11/23
Martinique	PARM	Katia Rochefort	Directrice	30/11/23
Martinique	AMIV	Philippe Degras	Secrétaire général	29/11/23
Martinique	DAAF	Vincent Pfister	Directeur adjoint	30/10/23
Martinique	DAAF	Éric Bianchini	Chef du service Agriculture et forêt (SEAF)	30/10/23
Martinique	Chambre	José Maurice	Président	30/10/23
Martinique	Chambre	Roselyne Joachim	Sous Directrice - Chargée des orientations stratégiques et des affaires institutionnelles auprès du Président et du Directeur	30/10/23
Martinique	Chambre	Isabelle Jean-Baptiste	Coordinatrice Réseau d'expérimentation	30/10/23
Martinique	Cirad	Marie-Madeleine Bertrand	Correspondante du cirad en Martinique et Directrice du CAEC	31/10/23
Martinique	Cirad	Serge Simon	Agronome Maraîchage - UR 103 HORTSYS	31/10/23
Martinique	Cirad	Laurent Parrot	Économiste - UR 103 HORTSYS	31/10/23
Martinique	CTM	Nicaise Monrose	2e vice-président de l'Espace Sud	31/10/23
Martinique	CTM	Thierry Lesmond	Chef du Bureau de l'Économie Agricole et Sylvicole - Direction de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Autonomie Alimentaire	31/10/23
Martinique	CTM	Stéfano Meli	Chargé de mission FEADER, chef du projet Europac	01/12/23
Martinique	IT2	Jean-Yves Paviot	Président	31/10/23
Martinique	IT2	Marcus Hery	Directeur	31/10/23
Guyane	DEAAF	Nicolas Montanbaux	Chef de service Économie agricole et forêt (SEAF)	02/11/23

Guyane	DEAAF	Anny Tanasi	Adjointe au chef de service Économie agricole et forêt (SEAF)	02/11/23
Guyane	DEAAF	Agnès Latouche	Cheffe du service Enseignement agricole et maritime (SEAM)	02/11/23
Guyane	DEAAF	Guilhem Boit	Responsable du pôle PAC (SEAF)	02/11/23
Guyane	Chambre	Albert Siong	Président	02/11/23
Guyane	Chambre	Thierry Basso	Directeur par intérim	02/11/23
Guyane	CTG	Christiane Barbe	Conseillère territoriale déléguée à l'Agroalimentaire	02/11/23
Guyane	CTG	Jeremy Lecaille	Responsable du service agriculture	02/11/23
Guyane	CTG	Aurélié Proto	Chargée du FEADER - Pôle des affaires européennes	02/11/23
Guyane	CTG	Elsa Oberlis	Animatrice du RITA Guyane	02/11/23
Guyane	Cirad	Emmanuel Tillard	Dr Vétérinaire - UMR SELMET	03/11/23
Guyane	IFIVEG	Éléonore Gantheret	Coordinatrice	03/11/23
Guyane	GDI	Éric Lafontaine	Directeur	03/11/23
Guyane	Intervig	Elise Ach	Animatrice du label RUP Guyane	03/11/23
Guyane	Intervig	Bryce Augustin-Constantin	Coordinateur/Animateur	03/11/23
Guyane	Intervig	Claudiane Flora	Coordinatrice/ Animatrice	03/11/23
Nouvelle-Calédonie	Chambre d'agriculture	Pauline Meurlay	Responsable du pôle développement durable	13/12/23
Nouvelle-Calédonie	Chambre d'agriculture	Sophie Tron	Responsable du pôle végétal	13/12/23
Wallis-et Futuna	Direction des services de l'agriculture, de la forêt et de la pêche (DSA)	Joseph Gestin	Directeur	08/12/23
Wallis-et Futuna	DSA	Amalia Fotofili	Cheffe de bureau Appui transversal et communication (DSA) - Animatrice RITA	08/12/23
Wallis-et Futuna	CCIMA	Denis Ehram	Directeur	19/12/23
Hexagone	Régions de France	Hélène Aussignac	Conseillère Agriculture, Alimentation , Pêche et Forêt	11/12/23
Hexagone	Régions de France	Clément Mongabure	Conseiller Pilotage Fonds Européens	11/12/23

ANNEXE 2

Relevé synthétique des échanges et points saillants pour chaque territoire

GUADELOUPE

Conseil régional de la Guadeloupe - Service Croissance verte

Contexte :

- La Région œuvre sur de l'ingénierie financière avec les banques pour le préfinancement des projets, ce qui a fait défaut sur RITA 2.
- Réflexion sur les financements pour les rendre accessibles aux « petits porteurs » apporteurs de solutions (ex. petite mécanisation).
- Récente mise en place d'une technopole de services qui gère l'animation de la recherche-innovation au niveau du territoire, mais sans avoir de compétence agricole. Des liens seront à créer entre l'animation territoriale RITA et cette structure.

Attentes :

- Remise en place d'une animation territoriale avec un focus sur le transfert et pas uniquement de la coordination de projets.
- Des réflexions à mener pour valoriser le temps des agriculteurs qui s'investissent dans le transfert des expérimentations.
- État des lieux et impact des projets RITA : souhait d'avoir une cartographie claire des sujets de recherche qui sont traités et de pouvoir mesurer l'évolution en matière de résultats.
- Attentes vis-à-vis de l'animation nationale : veille sur les innovations à transférer, restauration d'un espace d'échange avec les autres RUP, concertation sur des indicateurs communs aux RITA.

Conseil régional de la Guadeloupe - Service des Aides Européennes

- Le constat sur la programmation FEADER 14/22 n'est pas que positif. Absence de stratégie claire sur les problématiques agricoles avec un morcellement des projets dans des logiques de financement de structures au coup par coup.
- De ce fait, demande de :
 - a) réalisation d'un bilan des actions RITA sur la période 14/22 ;
 - b) fluidifier le système : instauration de davantage de dialogue entre l'autorité de gestion et les porteurs de projets, voire mise en place d'une formation des porteurs de projets sur le montage, suivi et restitution des dossiers ;
 - c) organisation de comités techniques avant les Comités de programmation régionaux (les CRUP en Guadeloupe), lors desquels une concertation s'opère et un avis technique est donné sur les dossiers.
- Sur la prochaine programmation FEADER :
 - Possibilité de financement des actions RITA sur la mesure 77.01 relative aux GO PEI ;

- La mesure 78.01 n'est activée que sur le volet "conseil" et pas "formation", ce volet n'ayant jamais été mobilisé sur la précédente programmation ;
- Pas de prise en compte de l'animation locale dans la 78.01. Cependant, une révision de la stratégie est envisageable afin d'y inclure le financement de l'animation RITA à l'échelle du territoire.

DAAF Guadeloupe

- Actuellement, pas de comitologie RITA de type « Comité de pilotage régional ». Il n'y a pas non plus d'espace où les différents animateurs réseaux (Écophyto, DEPHY, Réseau Rural...) peuvent échanger et mettre en commun ;
- Nécessité de remettre en place une animation territoriale, après concertation de l'ensemble des structures représentant les agriculteurs ;
- Les crédits territorialisés de l'ODEADOM peuvent venir en appui à des projets RITA, à l'image de Bik'Agr'Innov, le salon local de l'innovation agricole, qui a été financé sur ces crédits (40k€) ;
- Des difficultés de mise en paiement sur le RITA 2 font qu'aujourd'hui, il y a une défiance des porteurs de projets ;
- Embauche prochaine à la DAAF d'un chargé de mission « changement climatique et eau » (début décembre).

CTCS – Centre Technique de la Canne à Sucre

- Le CTCS travaille déjà en inter-DOM, avec la Martinique, La Réunion et la Guyane, sur le thème de la protection des cultures et de la fertilisation ;
- Le CTCS participera à RITA 3 si la partie financière est clarifiée concernant les soldes en attente de versement (le CTCS connaît actuellement de grosses difficultés de trésorerie, compte tenu des soldes non payés sur RITA 2) ;
- Projets : Le projet PRODENOR (CTCS, IT2, ex-ITEL) pour le dimensionnement d'une unité de production d'engrais organiques à partir de matières organiques et d'effluents locaux a besoin d'être redynamisé / Intérêt pour la canne biologique / une ferme pilote Canne en projet.

Chambre d'agriculture de la Guadeloupe

- L'animation territoriale des RITA est en cohérence avec les missions des Chambres d'agriculture et le projet d'établissement de la Chambre d'agriculture de Guadeloupe, laquelle relève d'une approche transversale à la fois OP et hors OP.
- La Chambre était investie sur les deux précédentes programmations, notamment sur le suivi des projets (mobilisation des producteurs, suivi des exploitations et suivi des protocoles), mais aussi sur le transfert. Ce dernier n'a pu être déployé suffisamment par manque de moyens financiers dédiés prévus dès le départ dans les projets.
- Souhait de travailler plus en transversalité avec la recherche et les instituts techniques à partir d'un recueil des besoins qui concerne toutes les formes d'agriculture.

- Souhait d'avoir une "clef de lecture" des différentes mesures FEADER aux fins de déterminer ce qu'il est possible de financer dans chacune d'entre elles, du point de vue des RITA.

IGUAFLHOR / Cap'Viande / IGUAVIE

- Le manque de transfert est déploré par les deux interprofessions. Attention cependant à ce que les acteurs dont c'est la mission ne soient pas mis de côté. Chaque maillon doit jouer son rôle.
- Souhait des acteurs économiques type coopérative de pouvoir faire partie du continuum RFID.
- Le RITA peut permettre de créer du lien entre tous les techniciens de toutes les structures qui interviennent auprès des agriculteurs et de décroiser les productions.
- Souhait de mener une réflexion collective pour mutualiser l'administratif et permettre aux techniciens d'aller plus sur le terrain.
- Souhait de l'interprofession Iguavie d'une poursuite des travaux sur la race créole.

INRAE

- Dépôt d'un projet de démonstrateur territorial orienté sur la transition agroécologique du système alimentaire, qui mobilisera les instituts techniques, la Chambre, les communautés d'agglomération et mettra en place un réseau de fermes en transition sur l'ensemble du territoire guadeloupéen.
- À Saint-Martin : projet de déploiement d'un pôle d'animation autour de deux exploitations agricoles de référence.
- Conduit des actions partenariales avec l'ensemble des DOM ainsi que le Pacifique.
- Importance d'avoir des échanges entre territoires pour ne pas recréer des choses qui existent par ailleurs.
- Le RITA doit être l'endroit où se retrouvent les partenaires pour identifier les priorités, les prioriser sur la base d'évaluation objective et les porter à connaissance de la Région.

Assofwi

- Très engagé dans le RITA malgré les difficultés financières engendrées par les projets RIA 2. Impliqué dans plusieurs projets sur les agrumes, le cacao, le café aussi bien pour la production que l'agrotransformation.
- En alerte sur la survenue de nouveaux bioagresseurs susceptibles d'impacter fortement certaines productions et sur les difficultés de mobilisation collective.
- Souligne l'intérêt des réunions RITA qui permettent de créer du lien entre techniciens, facilitent l'échange d'information et la coopération.
- Intérêt pour les rencontres inter-OM en terrain tropical avec la possibilité d'amener des agriculteurs sur le terrain.
- Impliqué dans le projet inter-reg CarNet'Adapt⁸

⁸ CarNet'Adapt : [un réseau caribéen d'adaptation au changement climatique](#)

MARTINIQUE

Collectivité Territoriale Martinique - Service Agriculture

- Un maintien nécessaire du RITA, dans le respect des spécificités locales et en veillant à la territorialisation des politiques publiques. Pas d'opposition à accompagner l'animation territoriale (pour le transfert accessible à tous) en complément d'autres financements..
- Vis à vis du thème "adaptation au changement climatique", il manque la notion de transition.
- Projet de restructuration de l'action d'expérimentation de la CTM : passage d'un service géré par la CTM à une association à vocation de réseau d'expérimentation, dont le conseil d'administration serait dirigé par les producteurs, et qui pourrait produire des références techniques.

Collectivité Territoriale Martinique - Service Aides européennes

- Activation de 4 mesures du FEADER qui pourraient soutenir la dynamique RITA : Mesure 77.01 (GO PEI) / Mesure 77.06 (autres projets de coopération) / Mesure 77.07 (Projets pilotes) / Mesure 78.01 (Formation et Conseil).
- Sur les dossiers "Coopération" (77.06), la Région souhaite avoir un seul chef de file par projet et proposer 2 sessions d'appel à candidature pour les projets, soit un 1^{er} premier AAP fin 2024, pour une programmation début 2025 et une 2^e vague d'AAP en 2026.
- Interrogation sur ce qu'il est possible de faire en matière d'avances sur conventions.
- Souhait d'avoir une "clef de lecture" des différentes mesures FEADER aux fins de déterminer ce qu'il est possible de financer dans chacune d'entre elles, du point de vue des RITA. Demandeur d'avoir des échanges avec ses homologues des autres départements.

DAAF Martinique

- Manque de coordination et de concertation entre les projets sur la précédente programmation (de petits programmes sans dynamique multi-acteurs). Absence de financement de l'animation régionale.
- Aujourd'hui, il y a une vraie volonté de la part des deux établissements d'enseignement agricole d'investir le champ de la R&D (ex : projet agrumiculture avec le CIRAD / développement du cacao avec la Chambre d'agriculture). Concernant le transfert à destination des professionnels, les établissements travaillent avec la Chambre d'agriculture de Martinique pour la mise à disposition de parcelles de démonstration.
- Des difficultés à l'émergence de Groupes opérationnels du PEI.
- Des crédits d'orientation territorialisés pourraient venir en cofinancement du FEADER pour le financement temporaire de l'animation RITA.

Chambre d'agriculture Martinique

- Souhaite relancer une dynamique RITA locale, avec des projets basés sur l'expression des besoins des agriculteurs. Pour ce faire, l'animation pourra être portée par la Chambre d'agriculture de la Martinique à condition de trouver le financement.
- Plébiscite une ouverture vers des réseaux d'échange nationaux voire régionaux, à l'image de la participation de la Chambre d'agriculture sur le réseau CamBioNet.
- Les moyens numériques, les démonstrations *in situ* ainsi que les processus de co-création de type *Living Labs* doivent être priorités.
- Intérêt pour des rencontres inter-OM.

IT2

- Les orientations stratégiques de l'IT2 pour les 5 prochaines années cadrent avec les thématiques proposées pour RITA 3.
- Toutes les expérimentations sont faites chez les producteurs et non pas en station expérimentale. Pour garantir un pool de producteurs satisfaisant, l'IT2 indemnise les agriculteurs à la fois sur le volume non produit mais aussi sur le coût de la main d'œuvre supplémentaire. Ce système ne permet cependant pas de faire des expérimentations en rupture.
- Malgré cela, difficultés à faire venir des agriculteurs dans les opérations de transfert.
- Dès 2024, IT2 met en test un suivi des "taux d'adoption" des innovations auprès des adhérents des groupements de producteurs.
- IT2 va de moins en moins sur les AAP régionaux et favorise les dispositifs tels que CASDAR, Écophyto, ADEME (exemple : TRANSFORMAR), au taux de financement moindre mais plus réactifs en matière de financement et avec des systèmes d'avance.
- Intérêt pour des temps de regroupement collectifs inter-Dom plutôt sur les territoires.

PARM

- Des travaux déjà menés en inter-DOM sur le fruit à pain et les PAPAM. Partenariat avec Qualitropic (Réunion) et Cosmétopée (Guyane).
- Besoin d'une prise de relais sur le sujet de l'accompagnement des agrotransformateurs pour la transformation à la ferme, en matière d'organisation et de structuration des approvisionnements et de formation.

Interprofession de la viande

- Conseil technique trop peu développé auprès des producteurs. Les coopératives collaborent directement avec les ITA et les organismes extérieurs, notamment sur les productions hors sol, car pas de compétence en local.
- Travail avec la chambre sur la caractérisation des brahmanes et avec Inrae sur la génétique locale des ruminants.
- Intérêt pour les travaux menés dans le cadre des réseaux de référence en élevage.
- Peu de connaissance du dispositif RITA mais participation si concertation pour recenser les besoins pour la prochaine programmation.

GUYANE

Collectivité territoriale de Guyane

- La prochaine programmation FEADER sera opérationnelle dès janvier 2024.
- Mesures FEADER activées : Mesure 77.01 (GO PEI) et Mesure 78.06, uniquement sur la formation et pas sur le conseil.
- Selon la CTG, c'est le GERHOPA⁹ qui doit être l'outil principal pour le transfert. La CTG n'est pas favorable au financement de nouvelles missions à la Chambre, *a fortiori* pour un renforcement du transfert.
- Point de vigilance sur le champ de compétence des structures réalisant le transfert dans les projets.
- Une incertitude sur le portage de l'animation régionale du RITA. Cette mission est actuellement placée à la CTG, sur un poste financé à 50 %. Mais cela pourrait être remis en question à la faveur d'une réorganisation interne.
- Le CTIFL recevra un financement de la CTG pour la mise en place d'une station d'expérimentation en cultures sous-abris, sur le site du Lycée agricole.
- RITA : InterDom ou international ? Souhait de pouvoir travailler avec le Brésil, avec la sous-région.

DEAF

- Volonté affirmée de la DEAF d'accompagner la Chambre d'agriculture de Guyane, avec le soutien de CDA France (expertise métier / ingénierie de projet).
- Besoin d'une « remise à niveau » sur ce qu'il s'est fait sur les RITA en Guyane et plus largement en inter-DOM. La plateforme COATIS et la relance prochaine de l'animation nationale vont dans ce sens.
- Dans les projets à venir, une attention particulière sera portée sur l'agriculture familiale, l'agroforesterie et le lien avec la formation initiale.

Chambre d'agriculture

- Chambre volontaire pour s'impliquer dans l'animation territoriale, avec nécessité de faire un recensement des besoins.
- Besoin d'une « boîte à outils » pour mieux connaître les financements mobilisables sur les territoires et en national, pour les RITA.
- Souhait d'avoir une « clef de lecture » des différentes mesures FEADER aux fins de déterminer ce qu'il est possible de financer dans chacune d'entre elles, du point de vue des RITA.
- Besoin de continuité sur le projet GuyaPatur.
- Demande expresse du président pour que les RITA mènent des actions de transfert ciblées sur la valorisation de matières organiques locales. Autres sujets d'intérêt : gestion de l'eau, gestion de l'enherbement sur agrumes et agrivoltaïsme.
- Intérêt avéré pour la mise en réseau et l'échange inter-DOM, sur les territoires.

⁹ Groupement d'employeurs pour le renforcement humain des OPA de Guyane

Guyane Développement Innovation (GDI)

- GDI participe déjà à des échanges interDOM (PARM / QualiTropic / CambioNet). GDI souhaite entrer dans l'écosystème RITA pour bénéficier de retours d'expérience.
- GDI peut faire un apport méthodologique sur mobilisation des acteurs. Il dispose d'un vivier d'experts à disposition, pour faire de l'accompagnement au changement. La structure peut également apporter son concours sur les usages du numérique pour l'agriculture et les sols.

IFIVEG

- L'interprofession est fortement impliquée dans la venue du CTIFL en Guyane. Le premier projet portera sur la gestion de l'enherbement, pour trouver des alternatives à l'utilisation du glyphosate (financé sur AAP Ecophyto). Les autres travaux du CTIFL porteront sur la production de concombres et d'aubergines sous abris et plein champ.
- Demande d'un appui de la part de l'animation nationale pour améliorer la capitalisation et réaliser le transfert entre les projets et les professionnels.
- Souhait d'un meilleur accompagnement des techniciens nouveaux arrivants sur le territoire.
- Le plan de filière 2020 a permis de faire le listing de tous les besoins en recherche et en expérimentation pour la filière fruits et légumes de Guyane (y ajouter maladie sur manioc et accent à mettre sur le changement climatique).
- Volontaire pour participer à une concertation avec l'ensemble des acteurs pour améliorer l'appréhension de la prochaine programmation.

INTERVIG

- Côté élevage, le besoin se situe moins du côté de la recherche d'innovations que de l'évolution vers les bonnes pratiques en matière de biosécurité dans les élevages.
- Recensement des sujets à traiter sur la prochaine programmation :
 - gestion des effluents d'élevage en élevage porcin ;
 - soutien à la ré-émergence d'un Groupement de Défense Sanitaire;
 - amélioration du schéma génétique en élevage bovin, pour la recherche de performance ;
 - plan de développement de la filière Volailles de chair.
- Projet de mener une étude sur l'impact carbone des produits importés par rapport aux produits locaux, sur financements ADEME.
- Collaboration inter-DOM déjà active : circularisation de l'info en amont des CS ODEADOM, sollicitation de la Martinique sur une action commune interdom sur l'import illégal de viande, bénéficie de l'expertise des interprofessions des Antilles et de La Réunion.
- Souhait de travailler en plus étroite collaboration avec la Chambre sur les données agrégées en élevage et les données EDE.

LA RÉUNION

Conseil départemental 974

- Les 3 thématiques proposées pour RITA 3 recourent certaines des priorités du département, notamment l'économie circulaire particulièrement sur le recyclage des matières organiques, la mise en place d'une banque de fourrages, la production locale de semences, la conservation des produits agricoles, l'eau et l'irrigation...
- Besoin d'un suivi des innovations et du transfert des connaissances au travers d'indicateurs obligatoires et adaptés, à la fois quantitatifs (mesure du nombre d'agriculteurs touchés) et qualitatifs en qualifiant le transfert (bénéfices apportés, ...), l'objectif final étant de pouvoir disposer d'indicateurs agrégés territoriaux.
- Accompagner avec la Région la mise à disposition d'outils numériques pour capitaliser les résultats, mettre à disposition des conseils, des références.
- Appui à la formation avec la crainte d'un éparpillement et d'une dilution des contenus.
- Être en mesure d'interagir avec le bassin d'approvisionnement de l'Océan Indien.
- Intérêt par rapport à l'inter-DOM pour avoir connaissance de ce qui se fait ailleurs et éviter les doublons.
- Participer à des événements communs de promotion du territoire avec des exposants institutionnels, lors du SIA notamment qui reste une formidable vitrine de la production réunionnaise.

Région La Réunion

- Un accord et engagement de principe sur les activités inter-DOM, la Région ayant pour mission de soutenir la coopération régionale et inter RUP via les DOM.
- Reprise des affaires agricoles par la Région en 2028 autour de plusieurs axes stratégiques dans lesquels les RITA peuvent s'inscrire.
- Le transfert et l'appropriation des innovations par les acteurs sont une priorité : la Région met en place des contrats d'objectifs, de moyens et de performances avec les opérateurs. Un renforcement du transfert sur les programmes locaux est attendu. Travail en cours sur les indicateurs.

DAAF 974

- Recensement des besoins lors des CPR. La DAAF reste pilote d'autres outils que FEADER comme Écophyto et contrats Plan État-Région. Tous les sujets d'intérêt sont abordés en CPR.
- Assure la coordination entre les 3 RITA.
- Les attentes par rapport à l'animation nationale inter-OM sont de plusieurs ordres : connexion avec Paris, collecte et partage d'infos notamment au moment des rencontres inter-OM, travail à mener en commun sur des indicateurs d'impact et de suivi, une mise en cohérence entre les dispositifs (Écophyto, RITA...).
- Partage de l'enjeu d'embarquer les collectivités territoriales dans la dynamique d'animation inter-OM.

Chambre d'agriculture

- Les 3 thématiques retenues pour l'animation transversale sont validées.
- Chambre signataire de la charte d'engagement dans les RITA et présente dans les CPR. Impliquée dans le recensement des besoins des agriculteurs réalisé en amont de la nouvelle programmation.
- Volonté de la Chambre de s'impliquer plus dans l'animation RITA et d'intensifier le transfert (sous réserve de moyens suffisants) avec nécessité de l'adapter en fonction des publics (techniciens conseillers, organisations de producteurs, agriculteurs).
- Réflexion sur les moyens pour améliorer le transfert : réseaux de parcelles de démonstration, réseaux d'agriculteurs, champs écoles, paysans leaders, démos bord champ, outils de formation (quels supports : fiches, vidéos, ...), formation des intervenants.
- L'animation nationale pourrait apporter un appui méthodologique sur les méthodes de transfert, sur l'évaluation des projets et les indicateurs de changement de pratique, la formation.
- La prise en compte insuffisante des conditions socio-économiques peut être un frein à l'adoption de nouvelles pratiques.
- L'animation nationale peut porter les messages spécifiques du territoire auprès des acteurs institutionnels locaux et nationaux. Intérêt également des échanges inter-DOM.

RITA Végétal (Armefflor, chambre)

- L'Armefflor milite pour une adaptation du transfert aux différents types d'acteurs, de filières
- Identification des besoins avec différents groupes techniques sur des sujets variés avec une large représentation de la R&D, des professionnels et des élus, qui permet de capter à la fois les besoins forts et les signaux faibles.
- Des sujets divers : variétés et semences locales, intrants et coûts de production, stockage des produits consommés, diagnostic sanitaire, production biologique intégrée, mécanisation, fertilisation, fertilité des sols, ravageurs, systèmes de culture...
- Identification d'indicateurs de réalisation et de résultats.
- Le RITA végétal ne se limite pas aux projets FEADER.

Les attentes par rapport à l'animation nationale :

- Levier au niveau national sur reconnaissance des enjeux partagés.
- Rencontres inter-OM : moment privilégié de mise en relation entre techniciens, élus de tous les territoires lors du SIA, les rencontres sur le terrain sont utiles mais probablement insuffisamment partagées au niveau des sujets, des GT, des ateliers non suivis d'effets ... Attention cependant à ce que les modalités de financement de l'inter-OM n'obligent pas à la production "artificielle" de livrables transversaux non en adéquation avec les besoins spécifiques des territoires.
- Coatis est peu attractif, trop fourre-tout et pas destiné à l'agriculteur.
- Intérêt à travailler sur la définition d'indicateurs partagés.

RITA Animal (ARP, GDS, chambre)

- Informations diverses :
- Identification des besoins à partir d'enquêtes auprès des éleveurs, qui a abouti à l'élaboration de 4 fiches besoins par filière (bovins, petits ruminants, élevage hors sol et apiculture).
- Réflexion sur la nécessité d'adapter les modalités de transfert à différents publics (apprenants, conseillers, éleveurs).

Les attentes par rapport à l'animation nationale :

- Partage d'expériences et échanges de pratiques et de résultats positifs ou négatifs dans les DOM ou dans l'hexagone et avec d'autres réseaux d'animation régionaux ou nationaux.
- Connexion aux AAP nationaux et européens, mise en relation et appui pour la réponse aux AAP.
- Appui sur la méthodologie de transfert, mise en relation avec les ITA nationaux (missions d'expertise).
- Intérêt pour le maintien d'une rencontre annuelle avec des échanges avec un nouveau format à définir (intérêt limité si obligation pour les GT de produire des livrables inter-OM qui reposent sur l'animation du GT).
- Relance de certains groupes d'échange (Réseau Valentine sur les tiques).
- Intérêt de Coatis qui reste à améliorer.
- Méthodologie d'évaluation économique des changements de pratiques

RITA Canne (eRcane, Tereos, CTICS, chambre)

- Identification des besoins au travers d'enquêtes, d'échanges avec les partenaires, de réunions avec les planteurs et enquêtes des techniciens (actualisation de l'enquête menée en 2021).
- Transfert réalisé au travers de parcelles de démonstration, visite expérimentation et démonstration "bord de champ", supports divers (fiches, vidéos), journées techniques, des séances d'information et de formation à destination des techniciens et organismes de formation.
- Difficulté à mobiliser les agriculteurs. Le constat qu'il est difficile de transférer des innovations, car l'appropriation est vraisemblablement plus liée à des facteurs extérieurs (trésorerie, résistance au changement, déficit de communication, ...)

Les attentes exprimées par rapport à l'animation nationale :

- Relais potentiel au niveau national entre DOM et tutelles, lien avec des réseaux hexagonaux ou internationaux sur des sujets intéressants aussi le territoire, appui pour identifier des financements d'actions de terrain.
- Rencontres lors du SIA considérées comme intéressantes et stratégiques, ainsi que les échanges de terrain dans les territoires.
- Appui méthodologique sur les aspects de valorisation
- Intérêt à travailler sur une harmonisation d'indicateurs de réalisation et de résultats.

EPLEFPA SAINT-JOSEPH

- Relations partenariales établies avec les RITA animal et végétal depuis de longue date mais reste chronophage et repose sur un petit nombre de personnes. Difficulté à mobiliser les équipes enseignantes.
- Participation aux groupes "transfert" mis en place par la DAAF. Des opérations intéressantes tournées vers les apprenants à pérenniser : AgroFertiles Junior, Découverte des métiers.
- Calendriers et modalités de fonctionnement des établissements peu compatibles avec les contraintes des projets partenariaux.
- Intérêt de l'animation inter-DOM : rencontres avec les homologues des autres territoires, difficultés à faire remonter les spécificités domiennes.

QUALITROPIC

- Une forte préoccupation exprimée porte sur l'accès à des financements dédiés à des activités transversales, ou destinés à des petites structures.
- Demande d'appui à la préparation de projets européens.
- Intérêt pour continuer à participer à la dynamique inter-OM des RITA, notamment sur des thématiques déjà partagées dans la phase RITA 2, autour des PAPAM, des substances d'intérêt pour la pharmacopée, cosmétopée, économie circulaire...

MAYOTTE

DAAF 976

- Tous les projets RITA sont financés sur fonds européens.
- Point d'alerte sur le décalage entre la fin de la programmation RITA 2 et la mise en œuvre opérationnelle de la suivante : interrogation sur la capacité des porteurs de projets à monter de nouveaux projets sans financement.
- Volonté d'implication des acteurs pour faire émerger des projets adaptés au territoire et maintien du binôme d'animation, véritable atout pour le territoire, avec pour le poste d'animation du réseau, la mission de regarder en transversalité, ce qui se fait ailleurs et pour le poste dédié au transfert, l'identification des besoins.
- Pas forcément besoin de recherche fondamentale mais plutôt de transférer aux agriculteurs des bonnes pratiques.
- L'animation inter-DOM est utile pour mobiliser des expériences extérieures, assurer le suivi d'appuis, d'échanges, de rencontres.
- Apport réseau RITA s'avère essentiel pour capitaliser, échanger, identifier les cibles et bénéficiaires, travailler ensemble, connaître les autres réalisations, analyser les demandes à la lumière de critères locaux, opérationnels.
- Besoin de données technico-économiques sur les productions mahoraises.

Conseil Départemental 976

- Le CD dispose de terrains de démonstration pour la conservation variétale, des essais RITA, des formations-transfert de bonnes pratiques agroécologiques ...
- Le CD est en attente d'un accompagnement scientifique et technique pérenne pour son projet de centre d'application agroécologique, qui doit devenir un support de formation, d'expérimentation et de production de références technico-économiques. A le sentiment de ne pas être entendu sur cette demande.
- Projet de mettre en place une charte de l'agroécologie pour valoriser le jardin mahorais.
- Difficulté du territoire à retenir les animateurs et techniciens, qui pénalise la capitalisation et la transmission des résultats issus des projets.
-

Chambre d'agriculture

- Les besoins qui remontent portent sur l'amélioration de l'accès à l'eau (cartographie des besoins et des ressources), les vols d'animaux, les dégâts de la faune sauvage, l'accès au foncier; le transfert.
- Manque de moyens humains avec des profils chefs de projet pour lancer et conduire certains projets prioritaires.
- L'animation inter-Dom peut permettre de favoriser les liens entre les différentes chambres.
- Fort intérêt pour des temps de regroupement des techniciens sur le terrain sur des thématiques particulières avec des visites d'exploitation et l'accès à des formations pour les techniciens.
- Accès à un répertoire d'experts conseils à partir de questions techniques.

- Demande d'appui sur la définition d'indicateurs, pas seulement un inventaire des réalisations, pour assurer un suivi des impacts, ressenti comme nécessaire, des actions de transfert.
- Nécessité d'une meilleure valorisation des résultats des projets : la chambre d'agriculture doit intensifier le transfert, et pour cela pouvoir s'appuyer sur les ressources, contacts, expertises des réseaux RITA.

EPN Coconi

- Les préoccupations portent sur le transfert : comment se concentrer sur les bonnes cibles, sur les bonnes personnes pour les opérations de transfert afin de ne pas disperser les efforts et moyens et assurer toutes les chances de succès
- Les agriculteurs se lassent d'être questionnés par les animateurs qui défilent sans rester suffisamment longtemps pour leur donner le sentiment que leurs problèmes sont pris en compte.
- Difficultés rencontrées : le turn-over rapide, définir sur quel public se concentrer (pour quelle typologie d'agriculteurs) vieillissement de la population et problème de transmission), peu de personnes présentes sur le terrain pour accompagner les agriculteurs dans toutes les filières, le niveau de maîtrise de la langue française est un handicap.
- Fragilité des structures qui ne peuvent pas porter les projets.
- Attentes par rapport à l'animation nationale : création de lien entre acteurs, sensibiliser le niveau national aux spécificités des DOM, méthodologie pour capitalisation des résultats des projets.

WALLIS ET FUTUNA

CCIMA

Points d'intérêts dans RITA

- Question du transfert : comment mieux associer les agriculteurs aux actions ?
- Animation locale : les modalités doivent être rediscutées en local car sur la précédente programmation, peu de transmission d'infos.
- Thématiques RITA 3 : parmi les 3 sujets RITA 3, seul celui sur la souveraineté alimentaire fait sens à Wallis. Le CC n'est pas réellement appréhendé par les agriculteurs. La question des intrants : pas d'utilisation d'intrants sur cultures, les agriculteurs savent amender et fertiliser. Alimentation porcine = forte dépendance aux importations. Pour l'autonomie alimentaire, s'appuient sur l'expérience de la Polynésie française et ont répondu à un appel à projet de la CPS sur ce thème.

Coopération inter-territoires

- Liens avec CMA en hexagone
- Travail avec la PF sur l'agrotransformation (Coco / Fruit à pain / Tubercules / Tamanu...)
- Apiculture : activité qui se structure / étude du Centre de promotion de l'apiculture de NC, enjeu = comment préserver le statut indemne de Varroa (problématique commune avec Mayotte) + intérêt pour la transformation du miel et l'Apicosmétique.

Perspectives :

- PAPAM / Cosmétopée.
- Mise en lien avec Qualitropic (dont le périmètre couvre DOM et Pacifique) et qui a un plan d'actions PAPAM et ingrédients actifs sur La Réunion + mise en lien avec Cosmétopée et Cosmetic Valley.

DSA

Sujets d'intérêt :

- Sélection végétale
- Transformation alimentaire à petite échelle
- Réduction dépendance extérieure vis-à-vis du bétail (alimentation animale)
- Arboriculture – adaptation au CC
- RESA : réseau apiculture (travail avec La Réunion)

Existence de réseaux thématiques au niveau de la Communauté du Pacifique Sud : sanitaire / coco / sélection végétale / etc.

POLYNÉSIE FRANÇAISE

CAPL

- Sur précédente programmation RITA : regret que la CAPL n'aie pas été associée aux travaux, pas de remontée d'infos de la part de la DAG et ne s'est pas vue confier de missions de transfert des résultats en PF. Jusqu'à présent, l'expérimentation est du ressort de la DAG.
- 2 gros projets en cours, au carrefour des 3 thématiques abordées dans RITA 3 : projet TAVIVAT (projet lauréat 2^e relève de l'AMI France 2030) pour le développement de la consommation de produits vivriers en restauration scolaire. Ce projet est en phase de maturation, la CAPL réalisera les enquêtes auprès des producteurs entre février et avril & projet de développement de l'agriculture sur atoll + mi-2024, mise en place de parcelles d'expérimentation chez les agriculteurs, à base de vitro-plants.

Actions inter-OM engagées :

- PF/ WF : accueil d'une délégation Wallisienne en PF, multi-thématique dont agro transformation / accueil à Wallis d'une délégation polynésienne pour retex sur l'organisation de foire agricole et démonstration d'agro transformation ;
- PF / NC : appui de la NC sur la mise en place d'un centre de gestion en PF ;
- PF / RUN : La CAPL dispose d'une convention de partenariat avec la CA de La Réunion. Sur la thématique Ananas, accueil d'une délégation d'agriculteurs réunionnais à la rencontre des producteurs d'ananas polynésiens ; en mars, des agents de la CAPL vont à La Réunion pendant un mois pour un stage de professionnalisation multifilières ; en avril, échanges sur le maraîchage

Attentes / Demandes vis-à-vis de RITA 3

> Sur les moyens de transfert :

- Disposer d'une newsletter sur les travaux RITA directement transférable aux agriculteurs (contenu vulgarisé et imagé) et qu'il n'y a pas besoin de réécrire en local.

- Mettre les agriculteurs au centre des rencontres techniques inter-OM, privilégier les rencontres par filières, techniques et opérationnelles. « *Les progrès en Polynésie Française ont été faits quand les agriculteurs se sont déplacés, quand ils sont partis à l'étranger pour voir* ».

> Sujets d'intérêt pour la CAPL :

- Reconnaissance et gestion des ravageurs et maladies, en l'absence de GDS-V et devant l'inadéquation de Tropileg (incomplet pour la PF selon Marc) ;
- Agro transformation : faire connaître les process et développer / trouver les équipements adaptés (petites machines, pas cher, simples d'entretien)
- Déployer des itinéraires techniques adaptés, promouvoir l'échange de plants entre les pépinières des territoires (vitro-plants)
- Ananas : échanges inter-OM et même internationaux (Costa Rica).

GDS-A

- Structure financée par le Gouvernement et bien intégrée dans le paysage des OP et administrations agricoles, au travers des conventions spécifiques avec DAG, CAPL et Gouvernement.
- Pas de typologie qui se dégage au sein des groupes d'éleveurs, grande hétérogénéité qui revient à faire du cas par cas sur le conseil.
- Missions centrées sur le suivi épidémiologique porcs, volailles et ruchers mais aussi sur l'accompagnement technique et la structuration de filières car DAG et CAPL ne s'en occupent pas.

NOUVELLE-CALÉDONIE

CAP-NC

Cartographie des acteurs :

- Instituts techniques : IAC et ADECAL
- Provinces, sur le développement agricole et l'accompagnement technique, en charge du transfert (ont des politiques différentes)
- CAP-NC
- Une quarantaine d'OP, deux interprofessions (viande et F&L) et des groupements de producteurs filière et sectoriels.
- Recherche : IRD, Université,
- Lycées agricoles (1 public et 1 privé).

Echanges inter-OM souhaités / existant :

- Semences (Biocalédonia)
- Agroforesterie
- Retex sur transfo AA, en lien avec le projet de la Chambre
- VALORGA : dépendance aux intrants importés (CAPL a adhéré à VALORGA)
- Echange avec Wallis sur le GDS-V

Difficulté pour l'animation :

- Pas de financement mobilisable, sauf à faire concorder les missions RITA avec des missions d'agents chambre (chargé de partenariat ou d'animation) ;
- Contexte politico-institutionnel et répartition des missions liées à l'agriculture.

SAINT-MARTIN

CCISM

Projets en cours

- Organisation en décembre de la seconde édition d'AgriNetworking, forum agricole d'échange sur les thématiques élevage, alimentation, circuits courts etc, auquel sont invités l'INRAE, la DAAF et la collectivité ;
- Mise à disposition dans les locaux de la CCI, d'un espace de travail dédié aux associations agricoles locales (apiculture, élevage...);
- Participation à la mission de la FNSAFER mandatée par la Collectivité sur l'identification du foncier agricole disponible.
- Création d'une marque collective concernant produits locaux, produits, transformés et distribués.

Partenariats amorcés

- Avec JM Blazy de l'INRAE sur les questions de santé des sols, adaptation des cultures aux conditions climatiques etc.
- Avec M Naves de l'INRAE sur les questions de races bovines (sélection génétique)
- Avec CDA France Résolia, sur le conseil technique + « connaître le secteur agricole » et « installation ».

Collectivité territoriale de Saint Martin

- Projet de création d'un Pôle territorial de coopération économique (PTCE). Ce dernier sera doté d'une zone d'agrotransformation dédiée aux produits agricoles et aux produits de la mer. De l'innovation est recherchée du côté des machines et des process. Le portage du PTCE sera assuré par un EPIC.
- Investissement de 1.6M€ sur l'abattoir pour avoir un outil aux normes avec en plus, un atelier de découpe et de conditionnement.
- Projet de centre de conditionnement des œufs, en pause car la production d'œufs a baissé sur le territoire.
- Préoccupation de valoriser la provenance et la qualité des produits saint-martinois, idéalement avec un label type « marque pays ».

UT DAAF Saint-Martin

- Les mesures du FEADER prévues dans la nouvelle programmation ne permettent pas d'accompagner directement les actions des RITA. Cependant, il est envisageable d'actionner la mesure « formation » au bénéfice du retransfert et de la vulgarisation des contenus appréhendés dans le cadre des RITA.
- Concernant les indicateurs, être attentif au lien avec les politiques publiques (CIOM et réduction des traitements phyto).
- Possibilité d'utiliser les fonds FEDER pour atteindre les objectifs de développement agricole travaillés avec le territoire.

ANNEXE 3

Typologie des acteurs RITA par territoire (à compléter avec Pacifique +SXM)

Territoire	Organismes de recherche	Instituts et centres techniques	Chambres d'agriculture	Interprofessions	Organismes à vocation sanitaire	Organisations de producteurs	Enseignement	Autres	État	Collectivités
Guadeloupe	CIRAD INRAE	IT2 ITEL ? CTCS	CA 971	IGUACANNE IGUAFHOR IGUAVIE LPG	GDS FREDON	ASSOFWI SICAPAG Caraïbes Melonniers SICACFEL KARUKERA Porc	EPLEFPA		DAAF	Région Guadeloupe
Martinique	CIRAD INRAE	IT2 CTICS	CA 972	AMIV Banamart	GDS FREDON	GIE MHM Ananas Martinique SCA Vergers et jardins tropicaux SICA 2M A3P2FM	EPLEFPA du Robert	PARM	DAAF	CTM
Guyane	CIRAD INRAE	CTIFL ?	CA 973	IFIVEG INTERVIG			EPLEFPA EPL Maïiti MFR Régina MFR Mana		DEAAF	CTG
La Réunion (RITA Canne)	CIRAD IRD	eRcane, CTICS	CA 974	ARIFEL UHPR	FDGDN	SICA TR TERRACOOP Association Riz Réunion ProVanille SCA Fruits Réunion Cacao Pêti Coopérative BourbonPointu ADPAPAM APLAMEDOM GAB ANAFRUIT	FORMA'Terra EPLEFPA Saint- Joseph	Tereos	DAAF	Département Région
La Réunion (RITA végétal)		Amefflor						La Coccinelle QUALITROPIC Parc national		
La Réunion (RITA animal)								GDS 974		
Mayotte	CIRAD		CAPAM			UCOOPAM	EPN Coconi		DAAF	Conseil départemental

Typologie des acteurs RITA par territoire *(suite)*

Territoire	Organismes de recherche	Instituts et centres techniques	Chambres d'agriculture	Interprofessions	Organismes à vocation sanitaire	Organisations de producteurs	Enseignement	Autres	Etat	Collectivités
Wallis et Futuna	-		CCIMA	-				CPS	DSA	Assemblée territoriale
Polynésie Française	(DAG)		CAPL		GDS-A			CPS BioFetia	DAG	Gouvernement
Nouvelle-Calédonie	IRD Université	ADECAL IAC Arbofruits	CAP-NC	IFEL-NC IVNC	GDS-A GDS-V (Repair)	OCEF /40 OP groupements de producteurs filière et sectoriels.	2 lycées agricoles	CPS BioCaledonia UCS UPRA Calédonie Sélection Conservatoire d'espaces naturels NC EDEC (Établissement d'élevage des cervidés)	DAFE	Agence Rurale Provinces
Saint-Martin	INRAE Guadeloupe CIRAD Antilles-Guyane	-	CCISM						UT-DAAF	Collectivité de St-Martin

ANNEXE 4

Tableau synthétique des mesures FEADER activées par territoire et mobilisables pour le financement d'actions RITA

Intitulé des mesures

77.01 - Partenariat Européen pour l'Innovation

77.06 - Autres projets de coopération répondant aux objectifs de la PAC

77.07 - Soutien aux projets pilotes, développement de nouveaux produits, pratiques, procédés et techniques dans les RUP françaises

78.01 - Accès à la formation au conseil ; actions de diffusion et échanges de connaissances et d'informations

78.011 - Conseil individuel et collectif dans le secteur agricole

78.012 - Formation

	Guadeloupe	Martinique	Guyane	Réunion	Mayotte
Mesure 77.01 Partenariat Européen Innov.	✓	✓	✓		
Mesure 77.06 Autres projets de coopération		✓	(MAEC) ✓		✓
Mesure 77.07 Projets pilotes	✓	✓		✓	✓
Mesure 78.01 Formation & conseil	(conseil) ✓	✓	(formation) ✓	(conseil) ✓	✓

États d'avancement des différentes programmations au 3 novembre 2023



ANNEXE 5

Liste des projets RITA 2 par territoire (extrait du recensement du rapport n°21036 du CGAER)

Les projets RITA dans les DOM : données fournies par animation nationale, animateurs régionaux et DRAAF (non exhaustives)						
Phase	Territoire	Nom du projet	Chef de projet (en gras) et partenaires	Thématiques	Durée	Remarque
RITA 2	Guadeloupe (extrait de liste PEI)	KARIBIOPORG	CIRAD CA Guadeloupe, KARUKERA PORC, INRA, COOP PORC, SOS FIG, COPEMAG, GMA, EPLEFPA	Innovations biotechniques pour des systèmes d'élevage porcins efficaces	2016-2019	Reconduit en 2019 pour 3 ans
RITA 2	Guadeloupe (extrait de liste PEI)	ParadeHLB2 GO Projet ASSOFWI	CIRAD EPLEFPA, INRA, SICAPAG, IT2, CA Guadeloupe, FREDON	Maintenir et développer la filière de diffusion de plants sains, introduire de nouvelles variétés en serres de quarantaine, expérimenter des ITK, essais variétaux et production d'auxiliaires de culture	2016-2019	Reconduit en 2019 pour 3 ans Clôture du projet décembre 2020 Visite de parcelles
RITA 2	Guadeloupe (extrait liste PEI)	PRODIMAD GO IT2	CIRAD CA Guadeloupe, INRAE, SICAPAG, EPLEFPA	Production, diffusion et promotion de variétés d'ignames et de madères performantes	2016-2019	Reconduit pour 3 ans en 2019
RITA 2	Guadeloupe (extrait liste PEI)	VALAB (RITA ?)	SYAPROVAG INRAE, GDA ECOBIO, EPLEFPA, CA Guadeloupe, PNR Gua	Agroforesterie : Valorisation de l'écosystème intégré de l'agro biodiversité en forêt de Guadeloupe (valorisation des sous-bois)	2016-2019	
RITA 2	Martinique	AGRUMCULTURE	CIRAD EPLEFPA du Robert, CA Martinique, FREDON, IT2	Gestion agroécologique des vergers d'agrumes sous la double contrainte du HLB et de l'enherbement	2019-2022 ou 2020-23	Dépôt 2018 Demande de paiement 2021
RITA 2	Martinique	AMYLACTIV	PARM EPLEFPA du Robert, CA Martinique, Cirad	Optimisation de cultures pour la maîtrise de la qualité des productions vivrières par les producteurs	2019-2022	Dépôt CTM 2018 Conv 21 et demande paiement Cirad
RITA 2	Guyane	AdaptPorc	SCEBOG IFIP, CA guyane, OPEG, EPLEFPA	Performances des exploitations en production porcine	2018-2022 ou 2019-2022 ?	
RITA 2	Guyane	OPTIPORC ?	SCEBOG IFIP, CA guyane, OPEG, EPLEFPA	Performances des exploitations en production porcine	2018-2022 ou 2019-2022 ?	
RITA 2	Guyane	OP Projet Cacao Guiana	CIRAD EPLEFPA ARAG	Capacitation et émergence filière cacao Guiana de Guyane	2016-2018	

RITA 2	Guyane	OP Projet Cacao Guiana	CIRAD EPLEFFA ARAG	Capacitation et émergence filière cacao Guiana de Guyane	2016-2018	
RITA 2	Guyane	C2G2	CIRAD EPLEFFA ARAG	Capacitation et émergence filière cacao Guiana de Guyane	2018-2021	
RITA 2	Guyane	Guyagroforesterie	Guyane Fore et Initiative Cirad, Solicaz, CA Guyane, CFPPA, INRA, IKARE, Biosavane, EPLEFFA	Amélioration des performances de l'exploitation agricole par l'agroforesterie - DI des références et des itinéraires techniques agroforestiers innovants	2018-21 (AR) ou 2019-2022 (PEI) selon les fichiers	
RITA 2	Guyane	Guyapatur	CA Guyane Cirad, Idele, INRA RMP Prairies demain, GDI, Intervig, SCEBOG, APOCAG, Biosavane, APAPAG, Paysans de Guyane, OPEG, EPLEFFA, MFR	Amélioration de la gestion des pâturages - DI des références et des outils d'aide à la décision	2018-2021 ou 2019-2022 (selon tableaux)	2021 suit son cours
RITA 2	Guyane	Guyapatur 2	CA Guyane Cirad, Idele, INRA RMP Prairies demain, GDI, Intervig, SCEBOG, APOCAG, Biosavane, APAPAG, Paysans de Guyane, OPEG, EPLEFFA, MFR	Amélioration de la gestion des pâturages - DI des références et des outils d'aide à la décision		
RITA 2	Guyane	Guyamar	EPLEFFA Guyasem, Rijk Zwamm, EPL Matiti, Solicaz, Agriculteurs de Cacao	Essais variétaux cacao et ITK maraichage	2017-2019	
RITA 2	La Réunion (RITA Canne)	Animation RITA canne	CA Réunion, Cirad, CTICS, FDGDON, Epleffa de Saint-Paul et Saint-Joseph, Vivea, Fafesa, RITA végétal et RITA animal, RITA national, les RITA des autres Dom, Conseil départemental et DAAF.	Piloter le RITA canne afin d'accompagner l'ensemble des acteurs concernés participant, chacun dans son rôle respectif, aux actions validées par le Comité de programme régional (CPR) pour atteindre les objectifs opérationnels définis dans le projet stratégique de développement des filières agricoles de La Réunion	continu	

Projets financés par le CA SDAR (trouvés dans rd-agri) et Écophyto dans les DOM (site OFB)

Financement	Territoire	Nom du projet	Chef de projet (en gras) et partenaires	Thématiques	Durée	Commentaire
Écophyto	Métropole	INADOM	ITAB IT2, ARMEFLHOR, Cirad	PNPP Préparations naturelles peu préoccupantes	2020-2023	
Écophyto - Action 27*	?	Dog Control	Cimex Detect	Utiliser des chiens renifleurs pour de l'OAD pour accompagner les agriculteurs dans la lutte contre la propagation du greening des agrumes grâce à la détection précoce au champ des arbres infectés	2020-21	
Écophyto - Action 27*	Guadeloupe	AGRI-EPI +	Agrivalor Guadeloupe	Collecte des déchets des agriculteurs EVPP, PPNU, EVPF	2020-21	
Écophyto - Action 27*	Guadeloupe	IDÉCANNE	CTCS Guadeloupe	Désherbeur vapeur et épailleurs pour diminuer les conso phytos	2020-21	
Écophyto - Action 27*	Guyane	REBECA	CIRAD	La cochenille <i>Tastrococcus</i> invasifs arrivée récemment en Guyane est un ravageur majeur des agrumes. Régulation de R. invasifs par un parasitoïde exotique <i>Gyranusoidea rebygi</i> et par un coccinelle coccidiphage. Valider les pratiques culturales les favorisant.	2020-21	
Écophyto - Action 27*	La Réunion	RESILIANCE	ARMEFLHOR	Réduire utilisation des herbicides chimiques - dl des outils entre les 3 DOM pour la gestion en contexte tropical des adventices et des couverts de service	2020-21	
Écophyto - Action 27*	La Réunion	PesOP	CIRAD	Description des réseaux trophiques d'arthropodes de l'île de la Réunion. Identification de bio-indicateurs utilisables par les agriculteurs	2020-21	
Écophyto - Action 27*	La Réunion	AgriécoHV2	ERcane	Maîtrise de l'enherbement Nouvelles pratiques de dés herbage Réduire IFTH de 75 %	2020-21	
Écophyto - Action 27*	Mayotte	A-PIC	EPN Mayotte	Faciliter l'accès aux connaissances et à l'accompagnement des agriculteurs sur l'usage des produits phytosanitaires. Diffusion de pratiques innovantes économes en produits phytos.	2020-21	

